

## **De la défense des Conseils ouvriers par les situationnistes à la Critique de la position conseilliste des situationnistes**

Page 1 et 2 – Affiche, « Adresse à tous les travailleurs ». Signataires : Comité enragés-Internationale Situationniste et Conseil pour le maintien des occupations, du 30 mai 1968. Format 28,5 x44.\*

Page 3, 4, 5, 6 – Documents, du Conseil pour le maintien des occupations et du Mouvement pour l'instauration des Conseils, de mai 1968 :

- Affiche (page 3), format 25x18. Photos des deux affiches extraites du livre Images de la révoltes (1965 - 1975)
- Affiche (page 4), format 49,5x36,5.
- Pour en finir et Qu'est-ce que le pouvoir des travailleurs ? Deux tracts signé par le Mouvement pour l'instauration des Conseils.\*

Page 7 à 17 – Préliminaires sur les conseils et l'organisation conseilliste\*. Texte de René Riesel de septembre 1969, réédité par les éditions turbulentes sous forme de brochure en 2005.

Page 18 à 27 – Critique de la position conseilliste des situationnistes. Texte d'Yves Le Manach extrait de *Bye bye turbin ou les tables trigonométriques et de quelques formules à l'usage des ouvriers métallurgiques* d'Yves Le Manach, éditions Champ Libre, août 1973.\*

« **Sur l'ultra-gauche et les conseils** : tout d'abord un point primordial est que l'ultra-gauche historique est composée de deux branches, la branche dite de la "gauche germano-hollandaise" effectivement conseilliste en ce qu'elle épouse les thèses de Pannekoek, le théoricien n°1 des conseils ouvriers et la branche dite "gauche italienne" dont le théoricien principal, Bordiga s'est toujours opposé à toute forme de conseillisme ouvrier puisque la révolution ne peut être effectuée et dirigée à partir d'usines qui sont des unités entièrement capitalistes à détruire. Elles ne peuvent donc servir de base pour une autre société. Tels sont les termes du débat entre les deux "gauches" dans les années 1920-30. Si on en arrive à une période plus récente, ce ne sont pas les descendants de cette "ultra-gauche" bicéphale qui ont déclaré les conseils obsolètes, mais plutôt des personnes ou groupes qui en sont sortis au début des années 70 : la revue *Invariance* tout d'abord, Barrot-Dauvé et la revue *Le Mouvement Communiste*, la revue *Théorie Communiste* dont l'un des deux principaux animateurs (Roland Simon provenait de la revue *Les cahiers du communisme* de conseil); ou des individus qui en sont arrivés à des conclusions similaires sans jamais avoir participé au courant des "gauches" comme la plupart des personnes participant à *Temps critiques*. C'est une critique qui concerne surtout les conseils ouvriers à partir d'une critique de la théorie du prolétariat comme affirmation d'une classe (cf. la question de la "gestion ouvrière", développée, par exemple par la revue *Socialisme ou Barbarie*) alors que la perspective communiste actuelle suppose son auto-négation...». (Extrait d'une lettre\* reçu au CRAS en août 2014).

\*Documents archivés au CRAS

# adresse à tous les travailleurs

Camarades,

Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. **Comme nous avons fait danser Paris**, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les Etats, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que **la conscience de ce qu'il a déjà fait**, pour posséder réellement cette révolution.

Quelles forces vont essayer de sauver le capitalisme ? Le régime doit tomber s'il ne tente pas de se maintenir par la menace d'un recours aux armes (assortie d'un hypothétique renvoi à des élections qui ne pourraient avoir lieu qu'après la capitulation du mouvement) et même par la répression armée immédiate. Quant à l'éventuel pouvoir de la gauche, il essaiera lui aussi de défendre le vieux monde par des concessions, et par la force. Le parti dit communiste, le parti des bureaucrates staliniens, qui a combattu le mouvement dès le début et qui n'a commencé à envisager la chute du gaullisme qu'à partir du moment où il s'est vu incapable d'être plus longtemps sa protection principale, serait dans ce cas le meilleur gardien de ce "gouvernement populaire". Un tel gouvernement de transition ne serait réellement un "kerenskysme" que si les staliniens étaient battus. Ceci dépendra essentiellement de la conscience et des capacités d'organisation autonome des ouvriers : ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas "obtenir" beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent **tout prendre** en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.

Le mouvement actuel ne s'est pas "politisé" en allant au-delà des misérables revendications syndicales sur les salaires et les retraites, abusivement représentées comme "questions sociales". Il est au-delà de **la politique** : il pose **la question sociale** dans sa simple vérité. La révolution qui se prépare depuis plus d'un siècle nous revient. Elle ne peut s'affirmer que dans ses propres formes. Il est déjà trop tard pour un replâtrage bureaucratique-révolutionnaire. Quand un André Barjonet, déstalinisé de fraîche date, appelle à la formation d'une organisation commune qui rassemblerait "toutes les forces authentiques de la révolution... qui se réclament de Trotsky, de Mao, de l'anarchie, du situationnisme", nous avons seulement à rappeler que ceux qui se réclament aujourd'hui de Trotsky ou de Mao, pour ne rien dire de la pitoyable "Fédération anarchiste", n'ont rien à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis

à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis sur ce qu'ils appellent "authentiquement révolutionnaire"; la révolution authentique n'a pas à changer le jugement qu'elle a prononcé contre la bureaucratie.

Dans le moment actuel, avec le pouvoir qu'ils tiennent, et avec les partis et syndicats que l'on sait, les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en mains directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base, affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale. En suivant cette voie ils doivent devenir le seul pouvoir réel dans le pays, le pouvoir des **Conseils de travailleurs**. A défaut, parce qu'il "est révolutionnaire ou n'est rien", le prolétariat redeviendrait un objet passif. Il retournerait devant ses récepteurs de télévision.

Qu'est-ce qui définit le pouvoir des Conseils? La dissolution de tout pouvoir extérieur; la démocratie directe et totale; l'unification pratique de la décision et de l'exécution; le délégué révocable à tout instant par ses mandants; l'abolition de la hiérarchie et des spécialisations indépendantes; la gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée; la participation créative permanente des masses; l'extension et la coordination internationalistes. Les exigences actuelles ne sont pas moindres. L'autogestion n'est rien de moins. **Gare aux récupérateurs** de toutes les nuances modernistes - et jusqu'aux curés - qui commencent à parler d'autogestion, voire de conseils ouvriers, sans admettre ce **minimum**, et parce qu'ils veulent en fait sauver leurs fonctions bureaucratiques, les privilèges de leurs spécialisations intellectuelles, ou leur avenir de chefaillons!

En réalité, ce qui est nécessaire maintenant l'était déjà depuis le début du projet révolutionnaire prolétarien. Il s'agissait de l'autonomie de la classe ouvrière. On a lutté pour l'abolition du salariat, de la production marchande, de l'Etat. Il s'agissait d'accéder à l'histoire consciente, de supprimer toutes les séparations et "tout ce qui existe indépendamment des individus". La révolution prolétarienne a spontanément esquissé ses formes adéquates dans les Conseils, à Saint-Petersbourg en 1905 comme à Turin en 1920, dans la Catalogne de 1936 comme à Budapest en 1956. Le maintien de la vieille société, ou la formation de nouvelles classes exploiteuses, ont passé chaque fois par la suppression des Conseils. La classe ouvrière connaît maintenant ses ennemis et les méthodes d'action qui lui sont propres. "L'organisation révolutionnaire a dû apprendre qu'elle ne peut plus **combattre l'aliénation sous des formes aliénées**" (**La Société du Spectacle**). Les Conseils ouvriers sont manifestement la seule solution, puisque toutes les autres formes de lutte révolutionnaire ont abouti au contraire de ce qu'elles voulaient.

COMITÉ ENRAGÉS - INTERNATIONALE SITUATIONNISTE  
CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

30 mai 1968.

**QUE PEUT  
LE MOUVEMENT  
REVOLUTIONNAIRE  
MAINTENANT?**

**TOUT**

**QUE DEVIENT-IL  
ENTRE LES MAINS DES PARTIS  
ET DES SYNDICATS?**

**RIEN**

**QUE VEUT-IL? LA REALISATION  
DE LA SOCIETE SANS CLASSE  
PAR LE POUVOIR  
DES CONSEILS OUVRIERS**

**conseil pour le maintien des occupations**

**LE  
POUVOIR  
AUX  
CONSEILS  
DE  
TRAVAILLEURS**

CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

54 — **CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS**

Le pouvoir aux conseils de travailleurs

France, 1968

## QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS ?

---

- Parce qu'aujourd'hui, nous tenons en nos mains le pouvoir réel en occupant toutes les usines, nous avons rendu parasitaire le pouvoir étatique,
- Parce qu'un changement de De Gaulle par un autre parti ne ferait que changer les chefs de police (et non éliminer la police),
- Parce que des nationalisations ne feraient que changer un patron privé par le patron qu'est l'Etat, et non supprimer les patrons,
- Parce que nous en avons marre de supplier et de rester au niveau des revendications qui ne sont que des moyens pour permettre à ce système de survivre,

Il faut enfin TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

### QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS ?

La lutte de la classe ouvrière pour son émancipation est aussi vieille que la classe ouvrière elle-même. Et au long de ses luttes, la classe ouvrière a déjà répondu à cette question:

Le pouvoir des travailleurs, c'est les travailleurs organisés en conseils exerçant EUX-MEMES la gestion de TOUTE la société (usines, champs, transports, presse, radio, télé, mines, télécommunications, rues, quartiers, villes... en un mot tout ce qu'ils ont créé et tout ce qu'ils font fonctionner).

- Les conseils sont formés de délégués élus au vote secret.
- Les délégués sont REVOCABLES à tout instant par ceux qui les ont désignés, car le délégué n'est qu'un représentant direct, un EXECUTANT de la volonté de tous.

- Tous les travailleurs sont appelés à un moment ou à un autre à exercer les fonctions de délégué de façon à éviter qu'il ne se forme des couches figées de délégués; de là impossibilité de la formation d'un nouveau pouvoir séparé, qui obligatoirement finirait par s'imposer contre nous.

- Ces délégués n'ont aucun pouvoir individuel. Toutes les décisions du conseil doivent être ratifiées par l'assemblée générale des travailleurs de l'usine ou des habitants du quartier.

- Tous les conseils du pays sont étroitement liés entre eux. Ils se rattachent tous à l'assemblée générale du pays dont les délégués sont aussi des ouvriers comme les autres, et dont les charges sont également révocables à tout instant. Les décisions de cette assemblée sont aussi soumises à la ratification de l'assemblée des conseils locaux.

- Le rôle de l'assemblée générale des conseils est de COORDONNER les décisions et les informations de tous les conseils du pays.

Organisons-nous en conseils d'usines, de quartiers, de villes, de régions.

Ne restons pas isolés dans les usines.

Coordonnons nous-mêmes notre action.

TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS !!

Mouvement pour l'Instauration  
des Conseils.

Lis-le, discute-le, passe-le.

## POUR EN FINIR

---

Pour en finir avec le pouvoir actuel et toutes ses variantes de "gauche ou de droite", qui ne font jamais qu'habiller différemment une même réalité restée inchangée et pour qu'enfin les travailleurs prennent en main l'ensemble de la société, il faut:

- Que tous les ouvriers forment des conseils ouvriers au niveau des entreprises, des quartiers et des villes,
- Que tous les conseils se fédèrent au sein d'une assemblée centrale des **Conseils** et se déclarent **LE SEUL POUVOIR** dans le pays,
- Procéder à l'armement du prolétariat et à la **DISSOLUTION** de la police et de l'armée régulières,
- Proclamer l'expropriation des capitalistes, la destitution de tous les dirigeants de la production et la gestion de chaque entreprise par les travailleurs de l'entreprise organisés dans leur Conseil,
- Proclamer la suppression des normes de travail et instaurer l'**EGALITE COMPLETE DES SALAIRES** et traitements de toutes sortes, en vue de la disparition prochaine de l'argent,
- Inviter les autres catégories de salariés à former des Conseils et à prendre en main la gestion de leurs entreprises respectives,
- Inviter, en particulier les travailleurs des administrations de l'Etat à former des Conseils, proclamer la transformation de ces administrations en entreprises, privées de tout pouvoir général et gérées par les travailleurs qui s'y trouvent,
- Inviter les paysans et les autres catégories non salariées de la population à former des Conseils et à envoyer leurs représentants auprès de l'assemblée centrale,
- Procéder à l'organisation de l'"usine du plan", c'est-à-dire un centre où sera élaboré périodiquement le plan d'ensemble de l'économie en tenant compte des besoins et des possibilités de toute la population d'après les directives des Conseils. Ce centre n'aura aucun rôle politique ni aucune autorité spéciale: il sera organisé comme n'importe quelle usine du pays,
- Soumettre rapidement à l'approbation des Conseils d'entreprises un premier plan économique provisoire,
- S'adresser aux travailleurs des autres pays en expliquant la teneur et le sens de ces mesures.

Toutes ces mesures sont d'une nécessité **IMMEDIATE**, elles contiennent l'**ESSENTIEL** du processus de construction de la société nouvelle.

Mouvement pour l'Instauration  
des Conseils.

# PRÉLIMINAIRES SUR LES CONSEILS ET L'ORGANISATION CONSEILLISTE\*

De René Riesel

« Le gouvernement ouvrier et paysan a décrété que Cronstadt et les navires en rébellion doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique. J'ordonne par conséquent à tous ceux qui levèrent la main contre la patrie socialiste de poser les armes sans délai. Les récalcitrants devront être désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et les autres représentants du gouvernement qui sont arrêtés doivent être remis en liberté sur-le-champ. Seuls ceux qui se seront rendus sans condition pourront compter sur un acte de grâce de la République Soviétique. Je donne simultanément l'ordre de préparer la répression de la révolte et la soumission des marins par la force armée. Toute la responsabilité des dommages que la population pacifique pourrait souffrir de ce fait retombera entièrement sur la tête des mutins blancs-gardistes. Cet avertissement est définitif. »  
Trotsky, Kamenev, *Ultimatum à Cronstadt*.

« Nous n'avons qu'une chose à répondre à tout cela : Tout le pouvoir aux Soviets ! Otez vos mains de là : vos mains rouges du sang des martyrs de la liberté qui luttèrent contre les gardes-blancs, les propriétaires, et la bourgeoisie ! »  
*Izvestia de Cronstadt*, n° 6.

Depuis cinquante ans que les léninistes ont ramené le communisme à l'électrification, que la contre-révolution bolchevik a dressé *l'Etat soviétique* sur le cadavre du pouvoir des Soviets, et que Soviet a cessé de signifier Conseil, les révolutions n'ont fait que jeter au visage des maîtres du Kremlin la revendication de Cronstadt : « *Tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis* ». La persistance remarquable de la *tendance réelle* vers le pouvoir des *Conseils Ouvriers* au long de ce demi-siècle de tentatives, et d'écrasements successifs, du mouvement prolétarien moderne, impose désormais au nouveau courant révolutionnaire les Conseils comme la seule forme de la dictature anti-étatique du prolétariat, comme le seul tribunal qui pourra prononcer le jugement du vieux monde et exécuter lui-même la sentence.

Il faut préciser la notion de Conseil, non seulement en écartant les grossières falsifications accumulées par la social-démocratie, la bureaucratie russe, le titisme et jusqu'au ben-bellisme ; mais surtout en reconnaissant les insuffisances dans les brèves expériences pratiques du pouvoir des Conseils jusqu'ici ébauchées ; et, naturellement, dans les conceptions mêmes des révolutionnaires conseillistes. Ce que le Conseil *tend à être en totalité* apparaît négativement dans les limites et les illusions qui ont marqué ses premières manifestations et, tout autant que la lutte immédiate et sans compromis qui est normalement engagée contre lui par la classe dominante, ont causé sa défaite. Le Conseil veut être la forme de l'*unification pratique* des prolétaires se donnant les moyens matériels et intellectuels du changement de toutes les conditions existantes, faisant souverainement leur histoire. Il peut et doit être l'organisation en actes de la conscience historique. Or, précisément, il n'est nulle part encore parvenu à dominer la séparation dont sont porteuses les organisations politiques *spécialisées* et les formes de fausse conscience idéologique qu'elles produisent et défendent. En outre, si les Conseils comme agents principaux d'un moment révolutionnaire sont normalement des *Conseils de délégués*, en tant qu'ils coordonnent et fédèrent les décisions de Conseils locaux, il apparaît que les assemblées générales de la base ont été presque toujours considérées comme de simples assemblées d'électeurs, le premier degré du « Conseil » se trouvant ainsi au-dessus d'elles. Ici déjà réside un principe de séparation, qui ne peut être surmonté

qu'en faisant des assemblées générales locales de tous les prolétaires en révolution *le Conseil lui-même*, d'où toute délégation doit tirer à tout instant son pouvoir.

En laissant de côté les traits pré-conseillistes qui enthousiasmèrent Marx dans la Commune de Paris (« la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée »), et qui du reste, plus que dans la Commune élue, peuvent être relevés dans l'organisation du Comité Central de la Garde nationale, composé de délégués du prolétariat parisien en armes, le fameux « Conseil des députés ouvriers » de Saint-Pétersbourg fut la première ébauche d'une organisation du prolétariat dans un moment révolutionnaire. D'après les chiffres donnés par Trotsky dans *1905*, 200 000 ouvriers avaient envoyé leurs délégués au Soviet de Saint-Pétersbourg, mais son influence s'étendait très au-delà de sa zone, bien d'autres Conseils en Russie s'inspirant de ses délibérations et décisions. Il regroupait directement les travailleurs de plus de cent cinquante entreprises, et accueillait en outre les représentants de seize syndicats qui s'étaient ralliés à lui. Son premier noyau s'étant formé le 13 octobre, dès le 17 le Soviet instituait au-dessus de lui un Comité Exécutif qui, dit Trotsky, « lui servait de ministère ». Sur un total de 562 délégués, le Comité Exécutif comportait seulement 31 membres, dont 22 étaient réellement des ouvriers délégués par l'ensemble des travailleurs de leurs entreprises, et 9 représentaient trois partis révolutionnaires (mencheviks, bolcheviks, et socialistes-révolutionnaires) ; cependant « les représentants des partis n'avaient pas voix délibérative ». On peut admettre que les assemblées de base étaient fidèlement représentées par leurs délégués révocables, mais ceux-ci avaient évidemment abdiqué une grande part de leur pouvoir, d'une manière toute parlementaire, aux mains d'un Comité Exécutif où les « techniciens » des partis politiques avaient une immense influence.

Quelle est l'origine de ce Soviet ? Il semble que cette forme d'organisation ait été trouvée par certains éléments politiquement instruits de la base ouvrière, appartenant généralement eux-mêmes à une fraction socialiste. Il paraît vraiment excessif d'écrire, comme Trotsky : « Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de la création d'une administration autonome révolutionnaire ouvrière » (de plus, celle « des deux organisations » qui reconnut tout de suite l'importance de cette initiative des ouvriers fut précisément la menchevik). Mais la grève générale d'octobre 1905 avait en fait en sa première origine à Moscou, le 19 septembre, quand les typographes de l'imprimerie Sytine se mirent en grève, notamment parce qu'ils voulaient que les signes de ponctuation soient comptés parmi les 1 000 caractères qui constituaient l'unité de paiement de leur salaire aux pièces. Cinquante imprimeries suivirent et, le 25 septembre, les imprimeurs de Moscou constituèrent un Conseil. *Le 3 octobre*, « l'assemblée des députés ouvriers des corporations de l'imprimerie, de la mécanique, de la menuiserie, du tabac et d'autres, adopta la résolution de constituer un conseil (Soviet) général des ouvriers de Moscou » (Trotsky, *op. cit.*). On voit donc que cette forme apparaissait spontanément au début du mouvement de grève. Et ce mouvement, qui commençait à retomber dans les jours suivants, se relança jusqu'à la grande crise historique que l'on sait, le 7 octobre, lorsque les travailleurs des chemins de fer, à partir de Moscou, commencèrent spontanément à interrompre le trafic.

Le mouvement des Conseils à Turin, en mars-avril 1920, avait son origine dans le prolétariat, très concentré, des usines Fiat. Entre août et septembre 1919, le renouvellement des élus à une « commission interne » - sorte de comité d'entreprise collaborationniste, fondée par une convention collective de 1906 dans le but de mieux intégrer les ouvriers - donna soudain l'occasion, dans la crise sociale que traversait alors l'Italie, d'une transformation complète du rôle de ces « commissaires ». Ils commencèrent à se fédérer entre eux, en tant que représentants directs des travailleurs. En octobre 1919 trente mille travailleurs étaient représentés à une assemblée des « comités exécutifs des Conseils d'usines », qui ressemblait davantage à une assemblée de *shop-stewards* qu'à une organisation de Conseils proprement dite (sur la base d'un commissaire élu par chaque atelier). Mais l'exemple fit tache d'huile, et le mouvement se radicalisa, soutenu par une fraction du Parti socialiste qui était majoritaire à Turin (avec Gramsci) et par les anarchistes piémontais (cf. la brochure de Pier Carlo Masini, *Anarchici e comunisti nel movimento dei Consigli a Torino*). Le mouvement fut combattu par la majorité du Parti socialiste, et par les syndicats. Le 15

mars 1920, les Conseils commencèrent *la grève avec occupation des usines*, et *remirent en marche la production* sous leur seul contrôle. Le 14 avril la grève fut générale au Piémont ; dans les jours suivants elle toucha une grande partie de l'Italie du nord, notamment les cheminots et les dockers. Le gouvernement dut employer des navires de guerre pour débarquer à Gênes les troupes qu'il faisait marcher sur Turin. Si le programme des Conseils devait être ultérieurement approuvé par le Congrès de l'Union Anarchiste Ita-lienne réuni à Bologne le 1er juillet, on sait que le Parti socialiste et les syndicats réussirent à saboter la grève en la maintenant dans l'isolement : le journal du parti, *Avanti*, refusa d'imprimer l'appel de la section socialiste de Turin, alors que la ville était investie par 20 000 soldats et policiers (cf. P.C. Masini). La grève qui aurait manifestement permis une victorieuse insurrection prolétarienne dans tout le pays, fut vaincue le 24 avril. On connaît la suite.

Malgré certains traits remarquablement avancés de cette expérience peu citée (une foule de gauchistes croient que les occupations d'usines ont été inaugurées en France en 1936), il convient de noter qu'elle comporta de graves ambiguïtés, même parmi ses partisans et théoriciens. Gramsci écrivait dans le n° 4 de *L'Ordine Nuovo* (deuxième année) : « Nous concevons le Conseil d'usine comme le début historique d'un processus qui doit nécessairement conduire à la fondation de l'Etat ouvrier ». De leur côté, les anarchistes conseillistes ménageaient le syndicalisme, et prétendaient que les Conseils lui donneraient une nouvelle impulsion.

Cependant, le manifeste lancé par les conseillistes de Turin, le 27 mars 1920, « aux ouvriers et paysans de toute l'Italie » pour un Congrès général des Conseils (qui n'eut pas lieu), formule quelques points essentiels du programme des Conseils : « La lutte de conquête doit être conduite avec des armes de conquête, et non plus seulement de défense (ceci vise les syndicats, « organismes de résistance... cris-tallisés dans une forme bureaucratique » - *Note de l'I.S.*). Une organisation nouvelle doit se développer comme antagoniste direct des organes de gouvernement des patrons ; elle doit pour cela surgir spontanément sur le lieu de travail, et réunir tous les travailleurs, du fait que tous, comme producteurs, sont assujettis à une autorité qui leur est étrangère (« estranea ») et doivent s'en libérer. (...) Voici l'origine pour vous de la liberté : l'origine d'une formation sociale qui, en s'étendant rapidement et universellement, vous mettra en situation d'éliminer du champ économique l'exploiteur et l'intermédiaire, et de devenir vous-mêmes les maîtres, les maîtres de vos machines, de votre travail, de votre vie... »

On sait que, plus simplement, les Conseils d'ouvriers et de soldats dans l'Allemagne de 1918-1919 étaient restés en majorité dominés par la bureaucratie social-démocrate, ou victimes de ses manœuvres. Ils toléraient le gouvernement « socialiste » d'Ebert, dont l'appui principal était l'Etat-major et les corps francs. Les « sept points de Hambourg » (sur la liquidation immédiate de la vieille armée) présentes par Dorrenbach et votés à une forte majorité par le Congrès des Conseils de soldats ouvert le 16 décembre à Berlin, ne furent pas appliqués par les « com-missaires du Peuple ». Les Conseils tolérèrent ce défi, et les élections législatives fixées vite au 19 janvier ; l'attaque lancée contre les matelots de Dorrenbach, puis l'écrasement de l'insurrection spartakiste, à la veille même de ces élections. En 1956, le Conseil Ouvrier Central du Grand Budapest, constitué le 14 novembre, et se déclarant décidé à défendre lui-même le socialisme, en même temps qu'il exigeait « le retrait de tous les partis politiques des usines », se prononçait pour le retour de Nagy au pouvoir et des élections libres dans un délai limité. Sans doute, à ce moment, il maintenait la grève générale alors que les troupes russes avaient déjà écrasé la résistance armée. Mais avant même la seconde intervention russe, les Conseils hongrois avaient demandé des élections parlementaires ; c'est-à-dire qu'ils recherchaient eux-mêmes à revenir à une situation de double pouvoir, alors qu'ils étaient en fait, face aux Russes, le seul pouvoir effectif en Hongrie.

La conscience de ce que le pouvoir des Conseils est et *doit être* naît de la pratique même de ce pouvoir. Mais, à un stade *entravé* de ce pouvoir, elle peut être grandement différente de ce que pense isolément tel ou tel travailleur membre d'un Conseil, ou même la totalité d'un Conseil. *L'idéologie* s'oppose à la vérité en actes qui a son champ dans le système des Conseils ; et cette idéologie se manifeste non seulement sous la forme d'idéologies hostiles, ou sous la forme d'idéologies *sur les Conseils* édifiées par des forces politiques qui veulent les assujettir, mais aussi

bien sous la forme d'une idéologie *favorable* au pouvoir des Conseils, qui en restreint et réifie la théorie et la praxis totale. Finalement un pur *conseillisme* serait lui-même forcément ennemi de la réalité des Conseils. Une telle idéologie, sous une formulation plus ou moins conséquente, risque d'être portée par les organisations révolutionnaires qui sont en principe orientées vers le pouvoir des Conseils. Ce pouvoir, qui est lui-même *l'organisation de la société révolutionnaire*, et dont la cohérence est objectivement définie par les nécessités pratiques de cette tâche historique découverte comme un ensemble, ne peut en aucun cas échapper au problème pratique des *organisations particulières*, ennemies du Conseil ou plus ou moins véridiquement pro-conseillistes, qui interviendront de toute façon dans son fonctionnement. Il faut que les masses organisées en Conseils connaissent et dominent ce problème. Ici la théorie conseilliste et l'existence d'authentiques organisations conseillistes ont une grande importance. En elles apparaissent déjà certains éléments essentiels qui seront en jeu dans les Conseils, et dans leur propre interaction avec les Conseils.

Toute l'histoire révolutionnaire montre la part que détient dans l'échec des Conseils l'apparition d'une idéologie conseilliste. L'aisance avec laquelle l'organisation spontanée du prolétariat en lutte assure ses premières victoires, annonce souvent une deuxième phase ou la reconquête s'opère de l'intérieur, où le mouvement lâche sa réalité pour l'ombre de sa défaite. Le conseillisme est ainsi la nouvelle jeunesse du vieux monde.

Sociaux-démocrates et bolcheviks ont en commun la volonté de ne voir dans les Conseils qu'un organisme auxiliaire du Parti et de l'Etat. En 1902, Kautsky, inquiet du discrédit qui, dans l'esprit des travailleurs, atteint les syndicats, souhaitait que, dans certaines branches de l'industrie, les ouvriers élisent « des délégués qui formeraient une sorte de parlement ayant pour mission de régler le travail et de surveiller l'administration bureaucratique » (*La Révolution sociale*). L'idée d'une représentation ouvrière hiérarchisée culminant dans un parlement sera appliquée avec beaucoup de conviction par Ebert, Noske, et Scheidemann. La façon dont ce genre de conseillisme traite les Conseils a été magistralement expérimentée - et pour l'édification définitive de tous ceux qui n'ont pas de la merde à la place du cerveau - dès le 9 novembre 1918 lorsque, pour combattre sur son propre terrain l'organisation spontanée des Conseils, les sociaux-démocrates fondent dans les bureaux du *Vorwaerts* un « Conseil des ouvriers et des soldats de Berlin » qui compte 12 hommes de confiance des fabriques, des fonctionnaires et des leaders sociaux-démocrates.

Le conseillisme bolchevik n'a ni la naïveté de Kautsky, ni la grossièreté d'Ebert. Il saute de la base la plus radicale, « Tout le pouvoir aux Soviets », pour retomber sur ses pattes, de l'autre côté de Cronstadt. Dans *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (avril 1918), Lénine ajoute des enzymes à la lessive Kautsky : « Les parlements bourgeois, même celui de la meilleure - du point de vue démocratique - république capitaliste du monde, les pauvres ne les considèrent jamais comme des institutions « à eux » et bien à eux. (...) C'est précisément le contact des Soviets avec le peuple des travailleurs qui crée des formes particulières de contrôle par en bas - rappel des députés, etc. -, formes que nous devons maintenant nous appliquer à développer avec un zèle particulier. Ainsi, ces conseils d'instruction publique que sont les conférences périodiques des électeurs soviétiques et de leurs délégués, réunis pour discuter et contrôler l'activité des autorités soviétiques dans ce domaine, méritent toute notre sympathie et tout notre appui. Rien ne serait plus sot que de transformer les soviets en quelque chose de figé, en un but en soi. Plus résolument nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et impitoyable, pour la dictature personnelle *dans tel processus de travail*, à tel moment de l'exercice des fonctions *purement exécutives*, et plus variées doivent être les formes et moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser toute ombre de possibilité de déformation du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie bureaucratique. » Pour Lénine, les Conseils doivent donc, à la manière des ligues de piété, devenir des groupes de pression corrigeant la bureaucratie inévitable de l'Etat dans ses fonctions politiques et économiques, assurées respectivement par le Parti et les syndicats. Les Conseils sont la part sociale qu'il faut bien, comme l'âme de Descartes, accrocher quelque part.

Gramsci lui-même ne fait que dégraisser Lénine dans un bain de convenances démocratiques : « Les

commissaires d'usines sont les seuls et vrais représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe ouvrière, parce qu'élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le lieu même du travail. Aux différents degrés de leur hiérarchie, les commissaires représentent l'union de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de production (équipe de travail, département d'usine, union des usines d'une industrie, union des établissements d'une ville, union des organismes de production de l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une région, de la nation, du monde) dont les Conseils et le système des Conseils représentent le pouvoir et la direction sociale. » (article dans *Ordine Nuovo*). Les Conseils réduits à l'état de fragments économique-sociaux, préparant une « future république soviétique », il va de soi que le Parti, ce « Prince des temps modernes », apparaît comme l'indispensable lien politique, comme le dieu mécanique préexistant et soucieux d'assurer son existence future : « Le parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure grâce auquel les ouvriers, d'exécutants deviennent initiateurs, de masses deviennent *chefs* et *guides*, de bras se transforment en cerveaux et volontés ». (*Ordine Nuovo*, 1919). L'air change mais la chanson du conseillisme reste la même : Conseils, Parti, Etat. Traiter des Conseils de façon fragmentaire (pouvoir économique, pouvoir social, pouvoir politique), comme s'y emploie le crétinisme conseilliste du groupe *Révolution Internationale* de Toulouse, c'est croire qu'en serrant les fesses on se fait enculer à moitié.

L'austro-marxisme après 1918, dans la ligne de la lente évolution réformiste qu'il préconisait, a aussi construit une idéologie conseilliste qui lui est propre. Max Adler, par exemple, dans son livre *Démocratie et Conseils Ouvriers*, voit bien dans le Conseil l'instrument de l'auto-éducation des travailleurs, la fin possible de la séparation entre exécutants et dirigeants, la constitution d'un *peuple homogène* qui pourra réaliser la démocratie socialiste. Mais il reconnaît aussi que le fait que des Conseils de travailleurs détiennent un pouvoir ne suffit nullement à leur garantir un but révolutionnaire cohérent : il faut pour cela que les travailleurs membres des Conseils veuillent explicitement transformer la société, et réaliser le socialisme. Comme Adler est un théoricien du *double pouvoir légalisé*, c'est-à-dire d'une absurdité qui sera forcément incapable de se maintenir en se rapprochant graduellement de la conscience révolutionnaire et en préparant, sagement, une révolution pour plus tard, il se trouve privé du seul élément vraiment fondamental de l'auto-éducation du prolétariat : la révolution elle-même. Pour remplacer cet irremplaçable terrain de l'homogénéisation prolétarienne, et ce seul mode de sélection *pour la formation même des Conseils*, comme pour la formation des idées et des modes d'activité cohérents dans les Conseils, Adler en vient à n'imaginer de recours que dans cette aberration : « Le droit de vote pour l'élection des Conseils ouvriers doit être fondé sur l'appartenance à une organisation socialiste ».

On peut affirmer qu'en dehors de l'idéologie *sur les Conseils* des sociaux-démocrates et des bolcheviks qui, de Berlin à Cronstadt, avait toujours un Noske ou un Trotsky d'avance, l'idéologie conseilliste elle-même, *celle des organisations conseillistes* passées, et de quelques-unes présentement, a toujours quelques assemblées générales et quelques mandats impératifs de retard tous les conseils ayant existé jusqu'à ce jour, à l'exception des collectivités *agraires* d'Aragon, étaient *en idée* simplement des « conseils démocratiquement élus » ; même quand les plus hauts moments de leur pratique démentaient cette limitation, et voyaient toutes les décisions prises par des Assemblées Générales souveraines mandatant des délégués révocables.

Seule la pratique historique, dans laquelle la classe ouvrière devra découvrir et réaliser toutes ses possibilités, indiquera les formes organisationnelles précises du pouvoir des Conseils. C'est, en revanche, la tâche immédiate des révolutionnaires d'établir les principes fondamentaux des *organisations conseillistes* qui vont naître dans tous les pays. En formulant des hypothèses et en rappelant les exigences fondamentales du mouvement révolutionnaire, cet article - qui devra être suivi par un certain nombre d'autres - entend ouvrir un débat *égalitaire et réel*. N'en seront exclus que ceux qui refuseront de le poser dans ces termes, ceux qui se déclarent aujourd'hui adversaires de toute forme d'organisation, au nom d'un spontanisme sous-anarchiste, et ne font que reproduire les tares et la confusion de l'ancien mouvement : ces mystiques de la non-organisation, ouvriers

découragés d'être trop longtemps restés mêlés aux sectes trotskistes ou étudiants prisonniers de leur pauvre condition qui sont incapables d'échapper aux schémas organisationnels bolcheviks. Les situationnistes sont évidemment partisans de l'organisation - l'existence de *l'organisation* situationniste en témoigne. Ceux qui annoncent leur accord avec nos thèses tout en mettant un vague spontanéisme au crédit de l'I.S. ne savent simplement pas lire.

Précisément parce que l'organisation n'est pas tout, et ne permet pas de tout sauver ou de tout gagner, elle est indispensable. A l'inverse de ce que disait le boucher Noske (dans *Von Kiel bis Kapp*) à propos de la journée du 6 janvier 1919, ce n'est pas parce qu'elles avaient « de beaux parleurs » au lieu de « chefs décidés » que les foules ne furent pas « maîtresses de Berlin ce jour-là vers midi », mais parce que la forme d'organisation autonome des conseils d'usines n'était pas parvenue à un stade d'autonomie tel qu'elles puissent se passer de « chefs décidés » et d'organisation séparée pour assurer leurs liaisons. Le honteux exemple de Barcelone en mai 1937 en est une autre preuve : que les armes sortent si vite en réponse à la provocation stalinienne, mais aussi que l'ordre de *reddition* lancé par les ministres anarchistes soit si vite exécuté, en dît long sur les immenses capacités d'autonomie des masses catalanes, et sur ce qui *leur manquait encore* d'autonomie pour vaincre. Demain encore, c'est le degré d'autonomie des travailleurs qui décidera de notre sort.

Les organisations conseillistes qui vont se former ne manqueront donc pas de reconnaître, et de reprendre, effectivement comme un minimum, à leur compte, la *Définition minimum des organisations révolutionnaires* adoptée par la VIIe Conférence de l'I.S. (cf. *I.S. II*, pp. 54 et 55). Parce que leur tâche sera de préparer le pouvoir des Conseils, lui-même incompatible avec toute autre forme de pouvoir, elles sauront qu'un accord *abstrait* donné à cette définition les condamne sans appel à n'être rien ; c'est pourquoi leur accord réel se déterminera pratiquement dans les rapports non-hiérarchiques à l'intérieur des groupes ou sections qui les constitueront, dans les rapports entre ces groupes, comme dans les rapports avec les autres groupes ou organisations autonomes ; dans le développement de la théorie révolutionnaire et de la critique unitaire de la société dominante, comme dans la critique permanente de leur propre pratique. En refusant le vieux cloisonnement du mouvement ouvrier en organisations séparées, partis et syndicats, elles affirmeront leur programme et leur pratique unitaires. En dépit de la belle histoire des Conseils, toutes les organisations conseillistes du passé qui ont pris une part importante dans les luttes de classes ont consacré la séparation en secteurs politique, économique et social. Un des rares partis anciens qui mérite l'analyse, le *Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands* (K.A.P.D., Parti communiste-ouvrier d'Allemagne), en adoptant les Conseils comme programme, mais en ne se donnant pour seules tâches essentielles que la propagande et la discussion théorique, « l'éducation politique des masses », laissait à l'*Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands* (A.A.U.D., Union générale des travailleurs d'Allemagne) le rôle de fédérer les organisations révolutionnaires des usines, conception peu éloignée du syndicalisme traditionnel. Si le K.A.P.D. rejetait, aussi bien que le parlementarisme et le syndicalisme d'un K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste allemand), l'idée léniniste du parti de masse, et préférerait regrouper les travailleurs conscients, il restait cependant lié au vieux modèle hiérarchique du parti d'avant-garde : professionnels de la Révolution et rédacteurs salariés. Le refus de ce modèle, principalement le refus d'une organisation politique séparée des organisations révolutionnaires d'usines, amena en 1920 la scission d'une partie des membres de l'A.A.U.D., qui fondèrent l'A.A.U.D.-E. (*Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands-Einheitsorganisation*, Union générale des travailleurs d'Allemagne - Organisation unifiée) : la nouvelle organisation unitaire accomplirait par le simple jeu de sa démocratie interne le travail d'éducation jusque là dévolu au K.A.P.D., et s'assignait pour tâche simultanée la coordination des luttes : les organisations d'usines qu'elle fédérerait se transformeraient en Conseils dans le moment révolutionnaire, et assureraient la gestion de ta Société. Le mot d'ordre moderne de Conseil ouvrier était là encore mélangé aux souvenirs messianiques du syndicalisme révolutionnaire ancien : les organisations d'usines deviendraient magiquement des Conseils quand tous les ouvriers en feraient partie.

Tout cela mena où cela pouvait mener. Après l'écrasement de l'insurrection de 1921 et la répression du mouvement, les ouvriers, découragés par l'éloignement de la perspective révolutionnaire, quittèrent en grand nombre les organisations d'usines, qui périclitèrent en même temps qu'elles cessaient d'être les organes d'une lutte réelle. L'A.A.U.D. était un autre nom du K.A.P.D., et l'A.A.U.D.-E. voyait la révolution s'éloigner à la vitesse de la diminution de ses effectifs. Elles n'étaient plus que les porteuses d'une *idéologie conseilliste* de plus en plus coupée de la réalité.

L'évolution terroriste du K.A.P.D., le soutien apporté ensuite par l'A.A.U.D. aux revendications « alimentaires », amenèrent en 1929 la scission entre l'organisation d'usines et son parti. Corps morts, A.A.U.D. et A.A.U.D.-E. fusionnaient dérisoirement et sans principe, en 1931, contre la montée du nazisme. Les éléments révolutionnaires des deux organisations se regroupèrent pour former la K.A.U.D. (Kommunistische Arbeiter Union Deutschlands, Union des travailleurs communistes d'Allemagne). Organisation minoritaire consciente de l'être, la K.A.U.D. fut aussi la seule de tout le mouvement pour les Conseils en Allemagne à ne pas prétendre assumer l'organisation économique (économico-politique dans le cas de l'A.A.U.D.-E.) future de la société. Elle appela les ouvriers à former des groupes autonomes et à assurer eux-mêmes les liaisons entre ces groupes. Mais en Allemagne la K.A.U.D. venait beaucoup trop tard. Le mouvement révolutionnaire était mort depuis près de dix ans en 1931.

Ne serait-ce que pour les faire braire, rappelons aux demeurés de la querelle anarcho-marxiste que la C.N.T.-F.A.I., le poids mort de l'idéologie anarchiste mis à part, mais avec une plus grande pratique de l'imagination libératrice, rejoignit dans ses dispositions organisationnelles le marxiste K.A.P.D.-A.A.U.D. De la même manière que le Parti communiste ouvrier allemand, la Fédération anarchiste ibérique se veut l'organisation *politique* des travailleurs espagnols conscients, tandis que son A.A.U.D., la C.N.T., a charge gestionnaire de la société future. Les militants de la F.A.I., élite du prolétariat, diffusent l'idée anarchiste parmi les masses ; la C.N.T. organise pratiquement les travailleurs dans ses syndicats. Deux différences essentielles pourtant, dont l'une, idéologique, donnera ce qu'on pouvait en attendre : la F.A.I. ne veut pas prendre le pouvoir et se contente d'influencer la totalité de la conduite de la C.N.T. ; d'autre part la C.N.T. représente *réellement* la classe ouvrière espagnole. Adopté le 1er mai 1936 au congrès cénétiste de Saragosse, deux mois avant l'explosion révolutionnaire, l'un des plus beaux programmes jamais avancé par une organisation révolutionnaire du passé se verra appliqué partiellement par les masses anarcho-syndicalistes, tandis que leurs chefs sombreront dans le ministérialisme et la collaboration de classes. Avec les maquereaux des masses Garda Oliver, Secundo Blanco, etc., et la sous-maîtresse Montseny, le mouvement libertaire anti-étatiste, qui avait déjà supporté le prince anarchiste-des-tranchées Kropotkine, trouvait enfin le couronnement historique de son absolutisme idéologique : les anarchistes-de-gouvernement. Dans la *dernière* bataille historique qu'il livra, l'anarchisme verra retomber sur sa gueule toute la sauce idéologique qui faisait son être : Etat, Liberté, Individu, et autres épices majuscules éventées tandis que les miliciens, les ouvriers et les paysans libertaires sauvaient son honneur, apportaient *la plus grande contribution pratique* au mouvement prolétarien international, brûlaient les églises, combattaient sur tous les fronts la bourgeoisie, le fascisme et le stalinisme, et commençaient à *réaliser la société communiste*.

Quelques organisations existent aujourd'hui, qui prétendent sournoisement ne pas en être. Cette trouvaille leur permet à la fois d'éviter de se soucier de la plus simple clarification des bases sur lesquelles elles peuvent rassembler n'importe qui (en l'étiquetant magiquement « travailleur ») ; de ne rendre aucun compte à leurs semi-membres de la *direction informelle* qui tient les commandes ; de dire n'importe quoi et surtout de condamner en *amalgame* toute autre organisation possible et tout énoncé théorique maudit d'avance. C'est ainsi que le groupe « Informations Correspondance Ouvrières » écrit dans un récent bulletin (*I.C.O.* n° 84, août 1969) : « Les conseils sont la transformation des comités de grève sous l'influence de la situation elle-même, et en réponse aux nécessités mêmes de la lutte, dans la dialectique même de cette lutte. Toute autre tentative pour formuler à un moment quelconque d'une lutte la nécessité de créer des conseils ouvriers relève d'une idéologie conseilliste telle qu'on peut la voir sous des formes diverses dans certains

syndicats, dans le P.S.U. ou chez les situationnistes. Le concept même de conseil exclut toute idéologie ». Ces individus ne savent rien de l'idéologie, comme on pense, la leur se distinguant seulement d'idéologies plus formées par un éclectisme invertébré. Mais ils ont entendu dire (peut-être dans Marx, peut-être seulement par l'I.S.) que l'idéologie est devenue une mauvaise chose. Ils en profitent pour essayer de faire croire que tout travail théorique - dont ils s'abstiennent comme du péché - est une idéologie, chez les situationnistes exactement comme au P.S.U. Mais leur vaillant recours à la « dialectique » et au « concept » qui ornent désormais leur vocabulaire ne les sauvent nullement d'une idéologie imbécile dont cette seule phrase témoigne suffisamment. Si l'on compte seulement, en idéaliste, sur le « concept » de Conseil ou, ce qui est encore plus euphorique, sur l'inactivité pratique d'I.C.O., pour exclure toute idéologie dans les Conseils réels, on doit s'attendre au pire : on a vu que l'expérience historique ne justifie aucun optimisme de ce genre. Le dépassement de la forme primitive des Conseils ne pourra venir que de luttes devenant plus conscientes, et de luttes pour *plus de conscience*. L'image mécaniste d'I.C.O. sur la parfaite réponse automatique du comité de grève aux « nécessités », qui fait voir que le Conseil viendra très bien tout seul à son heure, à *condition surtout qu'on n'en parle pas*, méprise complètement l'expérience des révolutions de notre siècle, qui montre que « la situation elle-même » est aussi prompt à faire disparaître les Conseils, ou à les faire capter et récupérer, qu'à les faire surgir.

Quittons cette idéologie contemplative, *ersatz* très dégradé des sciences naturelles, qui voudrait observer à peu près comme une éruption solaire l'apparition d'une révolution prolétarienne. Des organisations conseillistes se formeront, quoiqu'elles doivent être tout le contraire d'un état-major qui ferait surgir sur ordre les Conseils. Malgré la période de nouvelle crise sociale ouverte où nous sommes entrés depuis le mouvement des occupations, et les encouragements que prodigue la situation ça et là, d'Italie en U.R.S.S., il est fort probable que de véritables organisations conseillistes mettront encore longtemps à se constituer, et que d'autres moments révolutionnaires importants se produiront avant qu'elles ne soient en état d'y intervenir à un niveau important. On ne doit pas jouer avec l'organisation conseilliste ; en lancer ou soutenir quelques parodies prématurées. Mais il est hors de doute que les Conseils auront de plus grandes chances de se maintenir comme seul pouvoir s'il s'y trouve des conseillistes conscients, et une possession réelle de la théorie conseilliste.

Au contraire du Conseil comme permanente *unité de base* (constituant et modifiant sans cesse à partir de lui des Conseils de délégués), assemblée à laquelle doivent participer tous les travailleurs d'une entreprise (conseils d'ateliers, d'usines) et tous les habitants d'un secteur urbain rejoignant la révolution (conseils de rues, de quartiers), l'organisation conseilliste, pour garantir sa cohérence et l'exercice effectif de sa démocratie interne, devra *choisir ses membres*, d'après ce qu'ils veulent expressément et ce qu'ils peuvent faire effectivement. La cohérence des Conseils, elle, est garantie par le seul fait qu'ils sont le pouvoir ; qu'ils éliminent tout autre pouvoir et décident de tout. Cette expérience pratique est le terrain où les hommes acquièrent l'intelligence de leur propre action, « réalisent la philosophie ». Il va de soi que leurs majorités risquent aussi d'accumuler des erreurs passagères, et de n'avoir plus le temps et les moyens de les rectifier. Mais ils ne peuvent douter que leur propre sort est le produit véritable de leurs décisions, et que leur existence même sera forcément anéantie par le contre-coup de leurs erreurs non dominées.

Dans l'organisation conseilliste, l'égalité réelle de tous dans les décisions et l'exécution ne sera pas un slogan vide, une revendication abstraite. Certes, tous les membres d'une organisation n'auront pas les mêmes talents, et il est évident qu'un ouvrier écrira toujours mieux qu'un étudiant. Mais parce que l'organisation aura globalement tous les talents nécessaires, complémentaires, aucune hiérarchie des talents individuels ne viendra saper la démocratie. Ce n'est pas l'adhésion à une organisation conseilliste, ni la proclamation d'une égalité idéale, qui permettra à ses membres d'être tous beaux, intelligents et de vivre bien, mais leurs aptitudes réelles à devenir plus beaux, plus intelligents, et à vivre mieux, se développant librement dans le seul jeu qui taille le plaisir : la destruction du vieux monde.

Dans les mouvements sociaux qui vont s'étendre, les conseillistes refuseront de se laisser élire dans

les comités de grève. Leur tâche sera au contraire d'agir pour que tous les ouvriers s'organisent à la base en assemblées générales décidant de la conduite de la lutte. Il faudra bien qu'on commence à comprendre que l'absurde revendication d'un « comité central de grève », lancée par quelques naïfs pendant le mouvement des occupations aurait, si elle avait abouti, plus vite encore saboté le mouvement vers l'autonomie des masses, puisque presque tous les comités de grève étaient contrôlés par les staliniens.

Etant donné qu'il ne nous appartient pas de forger un plan qui vaille pour tous les temps à venir, et qu'un pas en avant du mouvement réel des Conseils vaudra mieux que douze programmes conseillistes, il est difficile d'émettre des hypothèses précises quant au rapport des organisations conseillistes avec les Conseils dans le moment révolutionnaire. L'organisation conseilliste - qui se sait *séparée* du prolétariat - devra cesser d'exister en tant qu'organisation séparée dans le moment qui abolit les séparations ; et cela même si la complète liberté d'association garantie par le pouvoir des Conseils laisse survivre divers partis et organisations ennemis de ce pouvoir. On peut douter cependant que la dissolution immédiate de toutes les organisations conseillistes *dès que* des Conseils apparaissent, comme le voulait Pannekoek, soit une mesure praticable. Les conseillistes parleront en tant que tels à l'intérieur du Conseil, et ne devront pas affirmer une dissolution exemplaire de leurs organisations pour se réunir à côté, et jouer aux groupes de pression sur l'assemblée générale. Il leur sera ainsi plus facile et légitime de combattre et dénoncer l'inévitable présence de bureaucrates, d'espions et d'anciens jaunes qui s'infiltreront ça et là. Tout autant, il leur faudra lutter contre des Conseils factices ou fondamentalement réactionnaires (Conseils de policiers) qui ne manqueront pas d'apparaître. Ils agiront en sorte que le pouvoir unifié des Conseils ne reconnaisse pas ces organismes ni leurs délégués. Parce que le noyautage d'autres organisations est exactement contraire aux fins qu'elles poursuivent, et parce qu'elles refusent toute incohérence en leur sein, les organisations conseillistes interdisent la double appartenance. Nous l'avons dit, tous les travailleurs d'une usine doivent faire partie du Conseil, du moins ceux qui acceptent les règles de son jeu. On ne trouvera de solution que pratique au problème de savoir si l'on acceptera de voir figurer dans le Conseil « ceux qui ont dû être sortis hier de l'usine le browning à la main » (Barth).

L'organisation conseilliste ne sera finalement jugée que par la cohérence de sa théorie et de son action, et sa lutte pour la disparition complète de tout pouvoir resté extérieur aux Conseils, ou essayant de s'autonomiser par rapport à eux. Mais pour simplifier tout de suite la discussion, en refusant même de prendre en considération une foule de pseudo-organisations conseillistes qui pourront être simulées par des étudiants ou des obsédés du militantisme professionnel, disons qu'il ne nous semble pas que l'on puisse reconnaître comme conseilliste une organisation qui ne comporterait pas au moins 2/3 d'ouvriers. Comme cette proportion pourrait peut-être passer pour une concession, ajoutons qu'il nous paraît indispensable de la corriger par cette règle : il faudrait que, dans toute délégation à des conférences centrales où peuvent être prises des décisions non-prévues par un mandat impératif, les ouvriers constituent les 3/4 des participants. En somme, la proportion inverse des premiers congrès du « parti ouvrier social-démocrate de Russie ».

On sait que nous n'avons aucune propension à l'ouvriérisme, sous quelque forme que ce soit. Il s'agit là d'ouvriers « devenus dialecticiens », comme ils devront le devenir en masse dans l'exercice du pouvoir des Conseils. Mais d'une part, les ouvriers se trouvent être, encore et toujours, la force *centrale* qui peut arrêter le fonctionnement existant de la société, et la force *indispensable* pour en réinventer toutes les bases. D'autre part, bien que l'organisation conseilliste ne doive évidemment pas séparer d'elle d'autres catégories de salariés, et notamment des intellectuels, il importe en tout cas que ces derniers voient sévèrement limiter l'importance suspecte qu'ils pourraient prendre : non seulement en vérifiant, à considérer tous les aspects de leur vie, s'ils sont effectivement des révolutionnaires conseillistes, mais aussi en faisant en sorte qu'ils soient, dans l'organisation, aussi peu nombreux que possible.

L'organisation conseilliste n'acceptera de parler à égalité avec d'autres organisations que si elles sont d'une manière conséquente partisans de l'autonomie du prolétariat ; de même que les Conseils auront à se défaire, non seulement d'une prise en main par les partis et les syndicats, mais aussi bien

de toute tendance visant à leur reconnaître une place, et à traiter avec ceux-ci de puissance à puissance. Les Conseils sont la seule puissance, ou ne sont rien. Les moyens de leur victoire sont déjà leur victoire. Avec le levier des conseils *et* le point d'appui d'une négation totale de la société spectaculaire-marchande, on peut soulever la Terre.

La victoire des Conseils ne se place pas à la fin, mais dès le début de la révolution.

René Riesel

\* Texte extrait de la revue *Internationale Situationniste* n°12 publié en septembre 1969

**P.S.**

Le texte ci-dessous, non signé, est extrait de la revue *Internationale situationniste* n°11 publiée en octobre 1967:

### **Définition minimum des organisations révolutionnaires**

*(Cette définition a été adoptée par la 7e Conférence de l'Internationale situationniste)*

Considérant que le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit *avec conséquence* la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle.

Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoir séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie.

Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion *du monde existant* par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale *de l'économie politique*, le dépassement de la marchandise et du salariat.

Une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de *la cohérence de sa critique* : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute *idéologie* en tant que *pouvoir séparé* des idées et *idées du pouvoir séparé*. Ainsi elle est en même temps la négation de toute survivance de la religion, et de l'actuel *spectacle* social qui, de l'information à la culture massifiées, monopolise toute communication des hommes autour d'une réception unilatérale des images de leur activité aliénée. Elle dissout toute « idéologie révolutionnaire » en la démasquant comme signature de l'échec du projet révolutionnaire, comme propriété privée de nouveaux spécialistes du pouvoir, comme imposture d'une nouvelle *représentation* qui s'érige au-dessus de la vie réelle prolétarisée.

La catégorie de la totalité étant le *jugement dernier* de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.

**Yves Le Manach**

# **bye bye turbin**

**ou  
des tables  
trigonométriques  
et de quelques formules  
à l'usage des ouvriers  
métallurgistes**



**suivi de**

**salauds!  
on les connaît,  
vos usines, vos partis et  
vos syndicats**

EDITIONS CHAMP LIBRE

## CRITIQUE DE LA POSITION CONSEIL- LISTE DES SITUATIONNISTES

Vous avez Bürgers avec vous, et formez donc un véritable conseil.

Engels à Marx, le 19 novembre 1844.

La critique révolutionnaire de l'histoire doit avoir pour base le développement du processus réel de la production, et cela en partant de la production matérielle de la vie immédiate, d'une part atteinte par les forces productives, et, de l'autre, les rapports de production qui en résultent. En omettant cette critique matérielle dans leurs analyses, les situationnistes ne laissent plus de celles-ci que le concept, l'idée.

Riésel reconnaît lui-même au début des « Préliminaires » : « Il faut préciser la notion de conseil », et donne l'idée de ces précisions : « En écartant les grossières falsifications accumulées par la social-démocratie, la bureaucratie russe, le titisme, le ben-bellisme ; mais surtout en reconnaissant les insuffisances dans les brèves expériences pratiques du pouvoir des Conseils jusqu'ici ébauchées ; et, naturellement, dans les conceptions mêmes des révolutionnaires conseillistes. » En procédant ainsi, Riésel ne s'en prend nullement aux bases matérielles de l'histoire, au rapport dialectique entre moyens de production et rapports de production, mais uniquement aux représentations idéologiques sous lesquelles l'histoire apparaît aux hommes.

Même lorsque Riésel s'apprête à reconnaître « les insuffisances dans les brèves expériences pratiques du pouvoir des Conseils », il persiste dans son erreur en ne voyant pas que ces insuffisances ne sont pas celles du pouvoir des Conseils, mais celles du prolétariat organisé momentanément en conseil. Les situationnistes ont tort de considérer le moment conseiliste des luttes de classes comme la finalité de celles-ci. On voit bien déjà que ce n'est pas dans les réponses, mais bien dans les questions elles-mêmes qu'il y a une mystification. Ce ne sont pas les conseils qui déterminent le mouvement de négation des prolétaires, mais inversement, les prolétaires qui à partir du processus réel de la production matérielle de la vie immédiate, décident des moyens de leur libération qui sont variés dans le temps.

Dès lors qu'on repose le problème à l'endroit, il apparaît très vite que les conseils, dans leurs différentes apparitions historiques, ont au départ des mo-

tivations super-structurelles diverses : guerre, crise économique, lutte nationaliste... Le lien qui unit les différentes expériences des conseils est un lien historique, ils sont apparus à un stade bien précis du développement des forces productives : la période de mécanisation en bloc du travail industriel, la taylorisation et l'électrification. Le travail à la chaîne est lié à l'existence d'une nouvelle source d'énergie qui est l'électricité. Ce n'est pas Lénine qui a ramené le communisme à la possibilité de l'électrification, mais bien l'électricité elle-même qui l'a électrocuté.

En dehors des représentations idéologiques diverses sous lesquelles surgissent les conseils, ils restent dans la réalité prisonniers des formes historiquement limitées de l'organisation du travail. La subjectivité des conseils ne s'est pas libérée sur une base objective, mais au contraire en est restée prisonnière. La subjectivité doit être matérielle ou elle ne reste qu'un point de vue de l'esprit. En voulant opposer cette subjectivité à l'idéologie bolchevik, les situationnistes rejoignent ces bolcheviks, car ils opposent une illusion à une autre, et se masquent sur les conditions préalables et matérielles dont on ne peut faire abstraction. Les conseils sont avant tout des conseils d'usines et ne peuvent prétendre à autre chose qu'à l'action réformiste dans le cadre de l'usine. Ce n'est pas en ouvrant les portes des usines aux femmes, aux enfants et aux habitants du quartier que l'on supprime l'aspect corporatif ; au contraire, on y aliène un peu plus de monde. Le problème n'a jamais été de faire entrer l'ensemble de la population dans la production, mais d'en faire sortir ceux qui y sont encore. Arrêtons la misère, les projets matériels des conseils n'ont jamais sous-entendu autre chose qu'une réorga-

nisation du travail comme fonction sociale : « Devenir nous-mêmes les esclaves sans maîtres, les esclaves de nos machines, de notre travail, de notre vie. »

Les conseils ne sont pas autre chose qu'une forme historique de résistance (participation) à un moment historique du développement des forces productives. Leur maintien idéologique n'est que l'image d'un ridicule regret d'une période d'humanisme triste et miséreux. Pas plus que l'on ne juge un individu sur l'image qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger un tel mouvement sur sa conscience de lui-même ; il faut au contraire expliquer cette conscience par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Il est trop facile de s'imaginer qu'il s'agit uniquement dans l'histoire de prise de possession et ceci quant à l'histoire du prolétariat en particulier. Dans la prise de possession de la société par les prolétaires, il s'agit de savoir si la société dont ils s'emparent a développé des forces productives automatisées, comme cela est le cas dans les Etats modernes les plus avancés, ou si ces forces productives reposent uniquement sur leur union et sur la communauté (union et communauté s'entendent ici comme division et intérêt égoïste). Si l'on y regarde de plus près, il se trouvera toujours qu'une formation sociale ne disparaît jamais avant que se soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais de rapports nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions de ces rapports ne soient écloses au sein même de la vieille société. Il semble en outre évident que la prise de possession est conditionnée par l'objet dont on s'empare. Les conseils ne peuvent absolument pas

s'emparer de l'usine d'un industriel qui nécessite le travail parcellaire sans que ce conseil ne soit obligé à son tour de se soumettre aux conditions de production. Les défaites des révolutions prolétariennes jusqu'à ce jour ne s'expliquent pas autrement. Les différents appareils syndicaux, bolcheviks, sociaux-démocrates... ne sont pas les responsables de ces défaites, comme le laisse entendre Riésel ; ils ne sont qu'une expression de ces défaites : celles qui ne savent pas mourir. Les révolutions prolétariennes se critiquent elles-mêmes constamment, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidables en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière. Si le prolétariat reste entier devant ses buts, il n'en trimbale pas moins derrière lui ses erreurs, ses faiblesses fossilisées. Après les coopératives, les syndicats, les partis sociaux-démocrates, les partis marxo-lénino-troskoguévare-maoïstes, lui faudra-t-il traîner le cadavre des conseils ?

Les éléments matériels d'un bouleversement total sont, d'une part, les forces productives existantes, et, d'autre part, la formation d'une masse révolutionnaire ; si ces conditions n'existent pas, il est tout à fait indifférent pour le développement pratique que l'idée de ce bouleversement ait déjà été exprimée mille fois comme le prouve l'histoire du communisme. Mais pour la grande masse des hommes, c'est-à-dire pour le prolétariat, ces représentations théoriques

n'existent pas ; donc, pour cette masse, elles n'ont pas besoin non plus d'être résolues et si elles ont jamais eu quelques représentations théoriques (tels les conseils ouvriers), il y a longtemps qu'elles sont dissoutes par les circonstances. Indiquons-nous du doigt, l'un à l'autre, camarades, l'épithète qui les remet à leur place.

Plutôt que de regarder au travers de la lunette conseilliste, il eût été plus important de montrer à quels stades en sont arrivées les forces productives et parallèlement de montrer quels nouveaux rapports elles tendent à entraîner dans le sein de la vieille société, quelles contradictions elles y soulèvent. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves. Alors s'ouvre une période de révolution sociale : la fête. Mais lorsqu'on a bien fait la fête, il faut ensuite se remettre à produire. Dans quels conditions nous remettrons-nous à produire ? Non pas dans une société qui a liquidé le travail par la richesse des techniques, mais dans une société qui est morte de ne pouvoir le faire. La bourgeoisie qui ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, se dépasse par les instruments qu'elle a elle-même créés. Elle forge les armes qui la mettent à mort.

Le prolétariat aura derrière lui un monde qui est mort de l'idée de l'automatisation et devant lui un monde à automatiser matériellement. Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de

transformation de celle-là en celle-ci et ce n'est pas en accouplant le mot conseil et le mot ouvrier que l'on fera avancer le problème d'un pouce. On reconnaîtra de la façon la plus manifeste le degré de développement qu'aura atteint la période de transition au degré qu'aura atteint la division du travail. L'abolition de cette division dépend d'une masse de conditions matérielles préalables que la volonté et la dictature en armes du prolétariat ne suffisent pas à réaliser : « Les instruments devenaient leur propriété mais eux-mêmes restaient subordonnés à la division du travail. » Il faut voir bien clairement que division du travail et propriété privée sont des expressions identiques. Chaque nouveau stade de la division du travail détermine également les rapports des individus entre eux pour ce qui concerne la matière, les instruments et les produits du travail ; la répartition des objets de jouissance n'est que la conséquence des conditions de la production.

La période de transformation sera bien assez longue pour que s'installent de nouvelles formes de pouvoir. Les représentants des nouvelles lois auront tendance à raconter aux travailleurs qu'ils sont enfin réalisés, pour cela ils n'hésiteront pas à mettre des femmes nues sur les bancs des machines outils, à raconter que le bruit des machines et des marteaux piqueurs sont une musique sociale. Ceux-là mêmes diront au lendemain de la fête qu'il est temps pour le prolétariat de prendre son sort entre ses mains (de se remettre à produire !). Mais leurs mensonges seront matériellement démystifiés au travers de la division du travail. Les prolétaires s'ils veulent se réaliser dans leur propre négation n'ont pas à assumer la misère historique, ils n'ont qu'une revendication

qui ne contient pas en elle-même l'idée de conseils ouvriers : NE PLUS ÊTRE OUVRIER, NE PLUS TRAVAILLER.

Un prolétariat, qui ne peut se réaliser dans la richesse des techniques, qui est encore asservi par la division du travail et qui est obligé d'agir en tant que classe, n'a qu'une issue révolutionnaire : la pratique nihiliste. C'est là sa seule façon d'être positif et de construire — se nier dans son être et dans sa fonction de classe. C'est à cette seule condition qu'on échappera aux réformismes divers.

Il me semble dangereux de voir noyés les problèmes soulevés par la quasi-inéluclabilité d'un « stade transitoire » conseilliste et autogérés sous des notions aussi vagues que : contrôle des délégués par la richesse des techniques, hausse immédiate du plaisir de vivre, trois ou quatre heures par semaine d'un travail *librement choisi*, expérimentation attractive des corvées, secteurs prioritaires, venir à bout des séparations par une politique collective de désirs... Autant dire franchement et tout de suite que le stade transitoire conseilliste et autogéré est encore un monde de l'économie où le « travail non, jouissance oui » sert encore de mesure, et où le caractère pénible, qui n'est pas masqué par l'organisation ludique, est déterminant dans la définition de cette mesure. Dans la société des conseils, le droit au travail est un droit égal, mais ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme est un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels.

Les travailleurs peuvent momentanément participer à la mise en place d'un quelconque stade transitoire surtout si celui-ci automatise, mais pour mieux le détruire par la suite.

Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte « soudain » et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les relations universelles étroitement liées au communisme.

Peu importe que les stades transitoires soient conseillistes ou non, ils sont appelés à être abattus.

Dans une phase supérieure de la société, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, quand le travail ne sera plus le moyen de vivre mais la possibilité enfin réalisable d'une vie quotidienne sans temps morts, quand les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses sous-vêtements : « De chacun selon ses besoins, à chacun selon ses désirs. » Ce mot d'ordre dès aujourd'hui est le nôtre et c'est dans ce sens que nous revendiquons l'automation.

Au lieu de vouloir être plus conseilliste que Révolution Internationale (R.I.), prétendre avoir les délégués les mieux PAXOMATIC-contrôlés pour en fin de compte souffler dans la même petite trompette, il eût mieux valu mettre en avant l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux.

En ne faisant pas cela, les situationnistes ne font que réifier le contenu radical des luttes de classes

dans un aspect parcellaire, limité, transitoire et utopique.

Les conseils ouvriers (dictature du prolétariat, stade transitoire, socialisme, société technico-fonctionnelle...) sont peut-être la forme nécessaire et le principe énergétique du futur prochain ; mais ils ne sont pas en tant que tels le but du développement humain, la forme de la société humaine.

Au lieu de dire : « La richesse des techniques de télécommunication... permet le contrôle permanent des délégués par la base », il fallait voir bien clairement que lorsque la méfiance existe envers les délégués, cela signifie qu'être délégué représente un pouvoir, que la possibilité d'une vie quotidienne sans temps mort nécessiterait malgré tout la « fonction » de délégué ; celle-ci serait une corvée à laquelle chacun tenterait d'échapper et il faudrait automatiser cette fonction le plus vite possible. Il fallait dire que, lorsqu'il existe une base, le sommet n'est pas loin et que la société de classe est sous-jacente — nous n'y tenons pas. Il fallait dire que lorsque la base doit contrôler les délégués de façon permanente par la richesse des techniques, cela signifie que les richesses techniques sont pauvres et qu'il ne reste que l'idée volontaire de ce contrôle, volonté qui ne repose sur rien.

Au lieu de présenter pêle-mêle le refus de toute organisation qui ne soit pas l'émanation directe du prolétariat se niant comme prolétariat, la possibilité réalisable d'une vie quotidienne sans temps mort, conseils ouvriers, autogestion généralisée, il fallait préciser que l'autogestion même généralisée ne signifie rien et reste un terme creux si l'on ne définit pas la nature des forces productives. L'autogestion géné-

ralisée n'est pas censée dépasser les catégories économiques et peut au contraire les renforcer au travers de la division du travail. L'autogestion se voudrait la médecine finale aux contradictions du capital, les autogestionnaires oublient tout simplement que la gestion n'est pas la contradiction essentielle de la société critiquée, elle n'est que la conséquence de la pénurie historique. Il fallait préciser que les conseils ouvriers sont des conseils « d'ouvriers », attachés historiquement et qualitativement à leur « essence » de travailleurs parcellaires — être ouvrier ce n'est pas être un homme, c'est accomplir une fonction sociale dans un cadre déterminé et déterminant. Ce n'est pas parce que les ouvriers s'organisent en conseils qu'ils ne sont plus ouvriers. Prétendre cela, c'est se réclamer de catégories autonomes telles que la politique ou la philosophie ; mais ces réalités autonomes ne tiennent nullement compte de la réalité matérielle existante en dehors d'elles, de l'état des forces productives. Bref, il fallait montrer clairement que l'autogestion généralisée des conseils ouvriers peut être en contradiction avec l'organisation sociale de travailleurs niant leurs conditions passées et présentes, en contradiction avec le désir d'une vie quotidienne sans temps mort. Ce ne sont pas les bourgeois qui nous aliènent, ils sont aussi aliénés ; l'autogestion n'est pas suffisante pour résoudre un système qui nécessiterait, de par la nature de ces moyens de production, la division du travail et permettant les séparations bourgeois-prolétaires, travail manuel-travail intellectuel, la ville et les champs, l'homme et la femme... Les catégories de la pensée (politique, économie, philosophie, etc.) et leurs volontés ne se dépassent pas si les contradictions ma-

térielles restent les mêmes. Et il fallait, bien entendu à partir de ces possibles contradictions, préciser que le contrôle des délégués par la section équipement ne nous mettait pas à l'abri d'une panne d'électricité. Il fallait également préciser qu'un système social qui a non seulement besoin de délégués mais qui doit en plus les contrôler matériellement est un système d'esclaves, car la transparence n'a pas éliminé la crainte et la méfiance. Nous refusons de nous dissoudre dans un tel système et déjà il nous semble que nous lui sommes hostiles. Ce que nous réclamons : ne plus travailler et être les maîtres de notre temps. Que les maîtres au pouvoir se démerdent.

Il serait peut-être nécessaire de reprendre point par point les « Préliminaires sur les conseils de l'organisation conseilliste » et l' « Avis aux civilisés relativement à l'autogestion généralisée » pour remettre sur pied chaque proposition scientismement positiviste ; mais nous manquons de temps et cela recouperait de toute façon les généralités du texte précédent.

Il semble que les « Préliminaires » et l' « Avis aux civilisés » ne soient qu'un nouveau *Programme de Gotha* ou une plate-forme d'I.C.O. (*Information correspondance ouvrière*). Les propositions conseillistes des situationnistes sont surtout l'expression de concepts politiques et philosophiques. Le concept suprême de conseil promu à l'autonomie pour lutter contre l'autre autonomie qu'est le spectacle ne peut prétendre que réunir les catégories de la pensée. Marx qui semble de plus en plus influencer les situationnistes n'a jamais prétendu à autre chose que critiquer les sociétés passées et présentes. La construction du futur dépend essentiellement de la pratique

présente, la question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique mais une question essentiellement pratique. C'est dans la pratique que l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, la matérialité de sa pensée. La querelle sur la réalité ou la non-réalité de la pensée — isolée de la pratique — est une question purement scolastique.

Pourquoi dépenser tant d'énergie contre R.I., I.C.O., les bolcheviks ? Cela revient à les reconnaître comme références avec lesquelles les situationnistes veulent se mesurer. Les prolétaires n'ont rien à voir avec ces idéologues qui n'opposent que le pouvoir au pouvoir, qui ne font que participer au vieux monde dans la mesure où ils en acceptent les catégories (compétition et concurrence en particulier). La réalité des prolétaires n'est pas la réalisation de ces catégories, elle est leur dépassement.

— L'I.S. tend-elle à la réalisation hégélienne du léninisme ?

— L'I.S. est-elle une tendance ultra-gauchiste ?

— Le n° 12 de l'I.S. est-il un supplément au n° 1 de R.I. ?

S'il peut y avoir une théorie de l'insatisfaction présente, basée sur la revendication de la satisfaction, il ne peut y avoir de théorie du futur sans que celle-ci n'échappe à la fausse conscience utopique. Nos désirs sont des produits historiques contenus dans la réalité historique, les exprimer et vouloir les satisfaire immédiatement est l'expression de la dialectique luttant contre l'aliénation. Ne médiatisons pas nos désirs en structurant agréablement le futur prochain. Pas de moyen terme, pas de paradis à longue échéance. Lorsque les forces productives préalables ne permet-

tent pas la satisfaction immédiate, seule la pratique subjective qui tend à cette satisfaction est dialectique dans la mesure où elle ne prétend pas « autogérer » la misère ; mais pousser au maximum de leurs contradictions les forces productives et les rapports sociaux qui deviennent des entraves. La seule organisation que nous voulons connaître n'est pas l'organisation conseilliste ; mais la critique pratique, radicale et organisée des ouvriers qui en ont marre d'être ouvriers, des intellectuels qui..., des paysans qui..., des cosmonautes qui..., etc. L'organisation n'est pas autre chose que la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et économique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. L'organisation révolutionnaire n'est pas autre chose que la tendance à réaliser les conditions totales d'existence matérielles qui sont écloses dans le sein même de la vieille société, de la vieille organisation. C'est la pratique sociale rendue possible par les forces productives existantes qui détermine l'organisation sociale. Sans la première, la seconde ne saurait être qu'idéologique (peu importe que l'idée du bouleversement ait été exprimée mille fois). La subjectivité révolutionnaire n'a pas à avoir le souci de l'efficacité, de la volonté, de la stratégie, la subjectivité est matérielle ou elle n'est pas.

En structurant le futur prochain dans la notion de conseil, sans définir les bases de la production de la vie matérielle de façon pratique, à partir des conditions déjà existantes, les situationnistes ne font qu'établir, malgré eux, un pur conseillisme qui est forcément ennemi de la réalité historique. Le développement des forces productives est une condition pratique préalable indispensable, car sans lui c'est la

pénurie qui renaît et la vieille société qui continue. Mais si le développement des forces productives existe, alors il ne s'agit plus d'imposer un système doctrinaire, un système spécial de coopération, mais d'appliquer, de généraliser et d'unifier les mouvements qui naissent de ce développement, il ne s'agit plus de pratiquer l'organisation, mais d'organiser la pratique.

Le mouvement révolutionnaire nouveau, s'il prétend à la disparition des classes par la richesse des techniques, n'a pas à se préoccuper de la question de l'organisation sous la forme de superstructures juridiques et économiques puisqu'il se réclame essentiellement de l'infrastructure productive. Son seul souci organisationnel doit être celui de la pratique immédiate et radicale, considérée notamment sous l'aspect pratique du plaisir. Les révolutionnaires n'ont fait que transformer le monde, il s'agit maintenant de le vivre.

Au lieu de se gargariser de conseillisme, les situationnistes feraient mieux de poursuivre sur la lancée de *Traité de savoir-vivre*, de *La Société du Spectacle* et de l'article de Jorn dans le n° 1 de *l'Internationale Situationniste* : « Les situationnistes et l'automation ».

Il fallait faire une interprétation correcte du mouvement de 1968 en voyant clairement que les travailleurs n'ont pas exprimé une tendance conseilliste à travers le mouvement des occupations. Ils n'ont pas occupé, ils se sont arrêtés de travailler. Ce sont les syndicats, les partis et leurs rivaux directs gauchistes, une minorité ouvrière arriviste (cadres, participants aux promotions sociales, etc.) qui, vendus au vieux mythe de juin 36 (qui n'était lui-même que l'expres-

sion stalinienne avancée de la notion de conseils ouvriers), ont occupé les usines pour couper l'herbe sous les pieds de ceux qui auraient voulu les automatiser. Ce sont les occupations qui sont à la base de la spécialisation du temps révolutionnaire au travers de l'identification fétichiste à l'usine comme milieu social de demain. Seule, une minorité a occupé avec le but d'en finir le plus rapidement possible avec le problème. Ceux-ci ne voulaient plus de l'usine, de son comité de grève ou de son assemblée générale ; déjà, ils ne voulaient consciemment plus travailler et désiraient sûrement automatiser. La grande majorité des autres (la base), ne venait à l'usine que pour profiter avec raison de la cantine à tarif réduit ou pour savoir quand recommencerait le travail ; le reste du temps, ils occupaient les champs de course (quand ceux-ci furent réouverts), les terrasses des cafés, ils allaient à la pêche, rendaient visite à leurs amis, bricolaient sur leur voiture, repeignaient leur logement et faisaient même l'amour. Il ne leur manquait plus pour occuper leur temps libre que la conscience de l'existence de l'automation, ce qui signifie que les moyens de production n'apparaissaient pas clairement avec leurs possibilités à tout le monde. Pendant que quelques dizaines de cons occupaient l'usine contre quelques dizaines de cons qui voulaient reprendre le travail, la grande majorité vivait un week-end prolongé dans l'air du printemps. Si les jeunes ouvriers qui ont fait la fête sur les barricades du quartier étudiant avaient eu dans la tête la théorie situationniste (ce qui devrait être le cas dans la période à venir) les barricades ne se seraient pas tenues dans le quartier étudiant mais dans les quartiers de consommation spectaculaire et la police au-

rait dû investir les quartiers Opéra, Grands boulevards, faubourg Saint-Honoré, Champs-Élysées, les zones d'approche des supermarchés. Ce n'est pas le Théâtre de l'Odéon qui aurait été occupé ; mais les salles cinématographiques des quartiers populaires Pigalle, Gobelins, Montparnasse. Ce ne sont pas seulement les usines qui auraient été occupées mais également les autoroutes, les voies de chemin de fer, les ponts, les aérodromes, les champs et les bois etc. Ce n'est pas l'espace de l'aliénation (l'usine) qui aurait été occupé mais le temps historique de la jouissance (que le mois de mai soit aussi un mois de juin, un mois de juillet...).

Il semble que les situationnistes ont trop tendance à se servir de concepts purs (spectacle, autogestion généralisée, organisation, classe, conscience, révolution, histoire, etc.), et, pour avoir l'air tout à fait matérialistes, ils prennent une série d'images qui représentent les concepts dans l'histoire, à savoir les moments conseillistes, qui sont considérés à leur tour comme les détenteurs, les fabricants de l'histoire, comme le « conseil des vigiliants », comme les dominateurs. Jusqu'ici, toute conception historique a ou bien laissé complètement de côté la base réelle de l'histoire ou l'a considérée comme une chose accessoire, en dehors de tout lien avec la marche de l'histoire. De ce fait, l'histoire doit toujours être écrite d'après une norme située en dehors d'elle. Du même coup, on a éliminé les éléments matérialistes de l'histoire et on peut tranquillement lâcher la bride à son destrier spéculatif. Quand les situationnistes sont matérialistes (critique de la vie quotidienne, dérive, transparence...), ils ne font pas intervenir l'histoire, et, dans la mesure où ils

font entrer l'histoire en ligne de compte (les conseils), ils ne sont plus matérialistes. L'histoire des conseils n'est nullement l'histoire matérielle, c'est seulement l'histoire politique, philosophique, idéologique et, au maximum, l'histoire de l'histoire, l'idée conseilliste pure. Ce qui en fait importe, ce n'est pas l'histoire des conseils ouvriers, mais les conseils ouvriers de l'histoire.

Mettons qu'une époque s'imagine être déterminée par des motifs purement « autogestionnaires » et « conseillistes », bien qu'autogestion et conseils ne soient que les formes de ces motifs réels : leurs historiens acceptent alors cette opinion. L'« imagination », la « représentation » que ces hommes déterminés se font de leur pratique réelle, se transforme en la puissance uniquement déterminante et active qui détermine la pratique de ces hommes. Mais notre époque s'imagine-t-elle seulement être déterminée par l'autogestion et les conseils ?

Plutôt que de mettre en avant les formes organisationnelles du mouvement révolutionnaire, il eût mieux valu avancer les manifestations pratiques et matérielles du mouvement. Les hommes ont suffisamment été organisés, organisons maintenant les objets.